

Violences sexistes et sexuelles : « Que ces sujets cessent d'être tabous »

L'association D'Antilles et D'Ailleurs, en partenariat avec le Mouvement du Nid Martinique, a organisé mardi et mercredi, à Fort-de-France, un forum contre les violences sexistes et sexuelles, premier du genre, en présence de personnes venues de plusieurs pays d'Europe et d'Amérique du Sud.

Jean-Marc Atsé
jm.atsé@agmedias.fr

En face du Trois Lieu, situé au 122 rue Lamartine, à Fort-de-France, un mini-village associatif et institutionnel s'est installé sur la place à Damiers, à l'occasion de la tenue d'un forum contre les violences sexistes et sexuelles (VSS). L'événement, organisé par l'association D'Antilles et D'Ailleurs, en partenariat avec le Mouvement du Nid Martinique, intervient en amont de la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, prévue le 25 novembre prochain. Objectif : sensibiliser et informer le grand public et les professionnel(le)s travaillant avec des femmes victimes de violences sur les différentes formes de VSS, et mettre en valeur les initiatives locales et européennes en matière de prévention et de lutte contre ces fléaux.

« Welens » et « Beaware »

« Nous avons également mis en place des ateliers de sensibilisation, comme l'atelier de couture, où les personnes, qui se sont inscrites, viennent pour faire de la broderie sur image sur le thème

des violences sexistes et sexuelles ou sur les droits des femmes », explique Karine Calcul, responsable de communication de l'association D'Antilles et D'Ailleurs. « Il y a aussi des ateliers de sensibilisation par le jeu. Nous proposons plusieurs jeux de plateau sur le consentement, sur le violentomètre... ». Karine Calcul poursuit : « Nous avons par ailleurs mis en place une formation sur les VSS à destination des professionnel(le)s accompagnant des femmes victimes de violences. Nous présentons notamment les cadres légaux, internationaux et nationaux, en matière de violences sexistes et sexuelles. » Ce forum est en outre l'occasion de valoriser deux projets européens (sur la thématique des VSS) coordonnés par D'Antilles et D'Ailleurs et cofinancés par l'Union européenne, dans le cadre du programme Erasmus+. Il s'agit du projet « Welens », qui lutte contre la violence basée sur le genre et l'exploitation sexuelle à travers la communication et du projet « Beaware », qui lutte, lui, contre l'exploitation et les abus sexuels des mineur(e)s en ligne pour faire d'internet un espace plus sûr pour la jeunesse. « Toutes les partenaires européennes, qui ont participé à ces projets, sont présentes

en Martinique et nous en sommes très fières », se réjouit Karine Calcul.

Dans tous les milieux

Les violences sexistes et sexuelles englobent un ensemble d'actes et de comportements visant à discriminer, harceler ou agresser une personne en raison de son sexe ou de son orientation sexuelle. Elles peuvent survenir dans tous les milieux : familial, scolaire, professionnel, sportif ou encore dans l'espace public. Ces violences, encore trop souvent banalisées, sont pourtant interdites par la loi et punies pénalement. « En Martinique, il y a toujours un nombre assez conséquent de violences sexistes et sexuelles », souligne la responsable de communication de l'association D'Antilles et D'Ailleurs. « Malheureusement, les langues se délient difficilement. Ce sont des sujets plutôt tabous. Il est très difficile d'en parler. C'est pourquoi nous espérons que ce type de manifestation donnera au public, victime ou non, les clés pour aider, accompagner ou tout simplement trouver de l'aide. » Et d'ajouter : « Les femmes que nous recevons au sein de l'association sont issues des migrations. Elles sont, pour la plupart, en situation de très grande vulnérabilité et il n'est pas rare qu'elles subissent des violences. » Les coupes budgétaires démantèlent les organisations de terrain, qui luttent contre les violences sexistes et sexuelles. « Ce fléau touche le monde entier, toutefois, certains pays financent les associations plus que d'autres », constate la responsable de communication. « Mais, dans tous les cas, les fonds sont trop peu conséquents pour pouvoir amener des améliorations flagrantes. » Et de conclure : « Il faut que ces sujets cessent d'être tabous. On doit pouvoir en parler, notamment aux enfants, avec des mots, bien sûr, adaptés. Il faut que tout le monde puisse savoir à quel moment dire stop. »



Un mini-village associatif et institutionnel s'est installé sur la place à Damiers, à l'occasion de la tenue d'un forum contre les violences sexistes et sexuelles (VSS).

Jean-Marc Atsé



Les violences sexistes et sexuelles englobent un ensemble d'actes et de comportements visant à discriminer, harceler ou agresser une personne en raison de son sexe ou de son orientation sexuelle.

Jean-Marc Atsé



Le forum contre les violences sexistes et sexuelles a accueilli des personnes venues de plusieurs pays d'Europe et d'Amérique du Sud.

Jean-Marc Atsé



SOCIÉTÉ

L'atelier de couture « Made in Women »

Au Trois Lieu, au rez-de-chaussée, plusieurs femmes participent, dans une ambiance bon enfant, à l'atelier de couture baptisé « Made in Women ». Il s'agit d'un atelier de réinsertion socio-professionnelle à destination des femmes en situation de vulnérabilité. « Dans le cadre du forum, on a mis en place un atelier de broderie sur papier, parce que c'est une activité facile pour les personnes qui n'ont jamais fait de couture », explique Alba Royo, dessinatrice et coordinatrice de l'atelier de couture. « Cette activité permet de se détendre un petit moment, de parler...

Elle permet aussi une connexion entre les gens. » 12 personnes se sont inscrites à cet atelier de broderie. Sur les feuilles de chaque participante figure une photo personnelle, qui a été imprimée. Et le travail consiste à broder autour de l'image. « Cela permet à ces femmes de développer leur créativité, de se laisser un peu aller, de réfléchir sur elles-mêmes, de changer leur regard », poursuit Alba Royo. Une participante a fait, elle, un collage de photos, sur lequel elle compte poser un morceau de filet de pêche, avant d'entamer la broderie. Une vraie originalité.



« Made in Women » : il s'agit d'un atelier de réinsertion socio-professionnelle à destination des femmes en situation de vulnérabilité. Jean-Marc Alsé

« Madres victimas de trata »

Le forum a accueilli deux personnalités argentines : Marcela Cano, avocate, et Margarita Meira, fondatrice et présidente de l'association « Madres victimas de trata ». Une association regroupant des mères qui luttent contre la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle. En effet, en Argentine, aujourd'hui encore, des jeunes filles sont enlevées par des réseaux de prostitution. Susi, la fille de Margarita Meira, a été séquestrée et tuée en 1991 par ces réseaux de prostitution. « C'est très important pour nous d'être ici, en Martinique, et de participer à ce projet « Welens », qui implique de nombreux pays d'Europe et d'Amérique du Sud, où, malheureusement, il y a beaucoup de prostitution », explique l'avocate de « Madres victimas de trata », Marcela Cano. A l'en croire, la situation en Argentine ne s'est pas améliorée, depuis 1991, bien au contraire, elle a empiré. « Aujourd'hui, il existe un nouveau proxénétisme : ce sont

les plateformes, qui offrent des services sexuels. Cela a permis au crime organisé et aux réseaux de prostitution de se démultiplier à un point tel qu'il est impossible de les juguler. » Marcela Cano et Margarita Meira soulignent que ces plateformes promeuvent une certaine vision de la liberté du corps mais rappellent que tant qu'il y aura des consommateurs, il y aura de la traite d'êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle. « Car derrière cette consommation, il y a des femmes qui s'exposent pendant plus de dix-huit heures, par jour, devant un moniteur, en faisant des choses qui constituent, pour elles, une véritable torture », insiste l'avocate. Margarita Meira ajoute : « C'est une torture qui a des impacts sur le plan physique, psychologique et psychique, et qui peut entraîner la mort. » Depuis deux ans, le président Javier Milei dirige l'Argentine. Question : la lutte contre la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle est-elle une priorité ?



« Madres victimas de trata » est une association argentine regroupant des mères, qui luttent contre la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle. Jean-Marc Alsé

« Non », répond Marcela Cano. « Avant son élection, le budget alloué à l'accompagnement des victimes était déjà faible. Et depuis son élection, il n'y a plus du tout de budget. » Et la présidente de « Madres victimas de trata » de conclure : « De toute façon, l'association n'a reçu l'aide d'aucun président. »

Éducation à la vie affective et relationnelle et à la sexualité (EVARS)

Destinée à tous les élèves et désormais encadrée par un programme national largement adopté par le Conseil supérieur de l'éducation, le 30 janvier 2025, l'éducation à la sexualité a pris la forme d'une éducation à la vie affective et relationnelle à l'école primaire et d'une éducation à la vie affective et relationnelle, et à la sexualité au collège et au lycée, à la rentrée de septembre. En complément du rôle des parents, cette éducation revêt un caractère obligatoire et est mise en œuvre sur l'ensemble du territoire français, dans les établissements publics et privés sous contrat. Les professeurs doivent porter ces enseignements dans un cadre qui peut être interdisciplinaire, avec les personnels éducatifs, sociaux et de santé de l'Éducation nationale, qui jouent un rôle essentiel grâce à leur expertise. Cette éducation,

favorisant le respect de soi et d'autrui, se fonde sur les principes et les valeurs de la République, parmi lesquels l'égalité, l'accès de tous à l'éducation et à la laïcité. Cette éducation permet l'apprentissage du respect de l'intimité corporelle et psychique des élèves, en tenant compte de leur rythme de croissance et de développement, de leurs différences et de leurs singularités. « Le Mouvement du Nid Martinique intervient dans les écoles, dans le cadre du programme EVARS », rappelle Karine Calcul, responsable de communication de l'association D'Antilles et D'Ailleurs, qui collabore avec le Mouvement du Nid Martinique. « On éduque les jeunes sur les questions relatives au consentement, à la précarité menstruelle... sur les sujets qui les concernent. Les interventions sont bien sûr adaptées aux différents âges. »

CETTE SEMAINE RETROUVEZ L'INTERVIEW

de Mr Stéphane Abramovici
Vice-présidente de l'AMPI

Le BTP : une filière qu'on laisse mourir ?

